

ROLAND-GARROS | XVI^e L'historien Thierry Marchand consacre un ouvrage aux camps d'internement en France pendant la « drôle de guerre », de septembre 1939 à mai 1940. Des lieux où les autorités regroupaient repris de justice, élus communistes et syndicalistes.

Quand « les indésirables » étaient parqués à Paris

DAVID LIVOIS

L'HISTOIRE DE ROLAND-GARROS ne se résume pas à un stade légendaire où rêvent de triompher les stars mondiales de la petite balle jaune. La prestigieuse enceinte de la porte d'Auteuil, à Paris (XVI^e) traîne aussi un passé plus sombre, quand, pendant la « drôle de guerre », du 3 septembre 1939 au 10 mai 1940, les autorités y rassemblaient les « indésirables » français soupçonnés d'être des dangers pour la défense nationale et la sécurité publique.

Ce passé méconnu, Thierry Marchand, passionné d'histoire diplômé de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), a choisi de le disséquer au fil d'un ouvrage passionnant consacré à ces camps d'internement oubliés de l'Histoire. Des camps imaginés par le gouvernement Daladier, au crépuscule de la III^e République, en vue d'éloigner communistes, anarchistes et syndicalistes de la banlieue rouge.

Des documents relatifs à cette période expurgés ou détruits

Difficile de chiffrer avec précision le nombre d'hommes passés par ces camps, autrement appelés centres de séjour surveillé. Une difficulté qui ne doit rien au hasard. Car sans surprise, une partie des documents relatifs à ces internements administratifs - aux confins de l'histoire du communisme français, de la justice militaire, de la répression politique et de la surveillance policière - a été expurgée ou détruite, volontairement ou non. « Disons que cette courte période constitue une sorte d'angle mort, une zone grise, observe Thierry Marchand, presque amusé par ces écueils. D'ailleurs, il n'y a pas d'archives dédiées au sujet et il existe au final assez peu d'études consacrées spécifiquement aux indésirables français. »

Pour combler ce manque, l'historien amateur a donc écumé les Archives nationales et passé au crible les fonds du ministère de l'Intérieur et de la police. Un travail de fourmi compliqué par le fait que beaucoup d'archives ne restent consultables que sur dérogation. Pugnace, Thierry Marchand s'est donc attelé à faire

parler les archives communales, moins muettes que les autres. Et notamment les fonds de Nanterre, Colombes (Hauts-de-Seine) ou encore Ivry (Val-de-Marne), d'où il a exhumé de précieux documents. Des villes dont l'histoire, ou plutôt celle de leurs élus, est intimement liée à ces camps d'internement créés pour endiguer la menace communiste au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique.

« Le gouvernement de l'époque visait les élus et militants communistes mais aussi les syndicalistes qu'il tenait à éloigner des usines qui participaient à l'effort de guerre, décrypte l'auteur. Les autorités redoutaient alors la propagande, les sabotages sur les chaînes de production en lien avec l'armement, ou même des mouvements de grève. »

Parmi les figures alors arrêtées et internées : Pierre Kérautret, maire communiste de Romainville (Seine-Saint-Denis), Ernest Saint-Etienne et Henri Neveu, conseillers généraux communistes de Clamart et Colombes (Hauts-de-Seine) mais aussi l'icône maire de Nanterre, Raymond Barbet. À lui seul, l'élus aura connu pas moins de trois des cinq camps aménagés en région parisienne.

La discipline « assez souple » dans certains camps

D'abord envoyé à Roland-Garros après son arrestation à son domicile, le 19 décembre 1939, il est ensuite interné successivement au château de Baillet-en-France (Val-d'Oise), puis à la ferme Saint-Benoît (Yvelines), à deux pas de Rambouillet, avant d'être expédié dans les Alpes pour casser des cailloux pour la construction d'une route. Un itinéraire en tout point similaire à celui emprunté, bien malgré lui, par Raymond Desix, un chauffeur mécanicien, également originaire de Nanterre, dont Thierry Marchand a retrouvé le fils par l'entremise de la très active société d'histoire de Nanterre (SHN).

Resté fidèle à la ville-préfecture des Hauts-de-Seine, ce dernier a confié à l'historien de précieux documents. « Des sources de première main », apprécie l'intéressé. Comme des lettres ou des photographies d'époque qui témoignent des conditions de vie dans ces camps d'inter-



Les « indésirables » placés dans les camps étaient vêtus de vieux uniformes de l'armée française issus des stocks militaires de la guerre 1914-1918.

nement, souvent entourés de fils barbelés et surveillés par des gardes armés, baïonnettes aux canons. Sur l'un des clichés jaunés par le temps, on aperçoit ainsi Raymond Desix coiffé d'un calot, avec, sur les épaules, un vieil uniforme élimé de l'armée française issu des stocks militaires de la guerre 1914-1918. La tenue réglementaire des internés en quelque sorte.

« Attention, ce n'était pas non plus le bagne, nuance toutefois Thierry Marchand. La discipline, dans certains de ces camps, pouvait même être assez souple avec la possibilité, pour les surveillés, de détenir et de lire des livres et des journaux, d'écrire et de recevoir du courrier... »

Ce que confirme Lucien Sampaix, journaliste à « l'Humanité », dans les quelques lettres rassurantes qu'il adresse à sa famille lors de ces premières semaines d'internement à la ferme Saint-Benoît, en janvier 1940. Une correspondance dans laquelle le journaliste parle d'une nourriture potable et suffisante même s'il décrit

DÉCRYPTAGE | Les 1 001 vies des cinq centres d'internement franciliens

EN ÎLE-DE-FRANCE, cinq camps d'internement avaient été aménagés. Un romancier détenu à Roland-Garros, des statues soviétiques enfouies dans des glaciers et des militants communistes enfermés chez les Rothschild, voici un florilège des petites histoires de ces camps oubliés de l'Histoire.

■ Des communistes dans la ferme Saint-Benoît des Rothschild

Enfermé chez les Rothschild ! Un comble pour un militant communiste. C'est pourtant précisément ce qui s'est passé, entre janvier et avril 1940, au camp de la ferme Saint-Benoît (Yvelines), à deux pas de Rambouillet. Une ferme rattachée à l'abbaye des Vaux de Cernay, acquise en 1882 par la baronne Charlotte de Rothschild. La riche famille y installa, en 1919, un centre zoologique avant de rendre au lieu sa vocation première et d'y élever des moutons mérinos.

L'endroit sera ensuite réquisitionné, fin 1939, par le gouverneur militaire de Paris pour le transformer en camp d'internement alors qu'Henri de Rothschild, déchu de sa nationalité française, s'exila au Portugal. Pendant l'Occupation, la ferme devint un chantier agricole destiné aux jeunes pétainistes, alors que, de son côté, la justice se chargera de

prononcer l'expropriation des Rothschild au profit de l'État. La restitution aux héritiers du baron aura beau être ordonnée, en 1950, l'État gardera la ferme qui abrite aujourd'hui l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

■ Fini les vacances au château de Baillet-en-France

Certains y verront une cruelle ironie de l'Histoire. Car avant d'être internés de force, en décembre 1939, au château de Baillet (Val-d'Oise), syndicalistes et militants communistes venaient y passer... leurs vacances. En 1936, l'endroit avait été acquis par l'union syndicale des ouvriers métallurgistes afin d'en faire un lieu de villégiature pour les métallos de la banlieue parisienne.

Témoins silencieux de cette époque : les statues de béton - œuvres de Joseph Tchaïkov, l'une des figures de l'art réaliste soviétique - exhumées des glaciers du château en 2004 par un archéologue de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap). Des statues offertes par l'URSS à l'union syndicale.

Après la signature du pacte germano-soviétique, l'organisation sera dissoute et le château réquisitionné dans la foulée. Le camp comptait 282 internés à sa fermeture, le 29 avril 1940. Dernier pied de nez de

l'histoire, il est redevenu, en novembre 1940, un centre de vacances. Mais réservé, cette fois, aux jeunes pétainistes.

■ Les repris de justice enfermés au fort de Vaujours

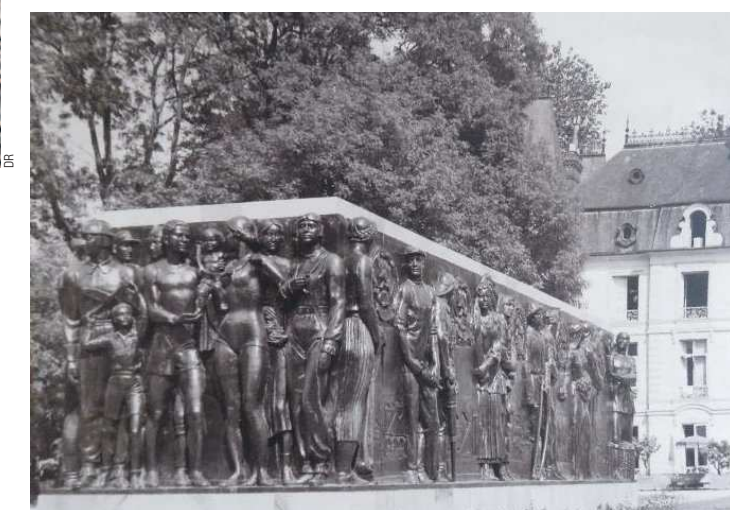
Difficile aujourd'hui, en regardant le site du Plateau Bel-Air, à Courtry (Seine-et-Marne), d'imaginer le fort qui s'y dressait au début du XX^e siècle. Un fort construit entre 1874 et 1880, au lendemain de la guerre franco-prussienne, pour mieux défendre la ville de Paris avec son ouvrage central et ses deux batteries reliées par un rempart. Terrain d'entraînement pour l'armée pendant la Première Guerre mondiale, l'endroit est aménagé, le 19 décembre 1939, en camp d'internement pour les repris de justice et les gens sans avec mobilisables (vagabonds, gens « sans foi ni loi »).

De 1951 à 1997, l'ancienne fortification a été utilisée par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pour y développer les détonateurs des bombes atomiques de l'armée française. Pollué, le site, à cheval sur la Seine-Saint-Denis, a été racheté en 2010 par la société BP Placo, filiale du groupe Saint-Gobain. L'autre partie du site, propriété de la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne (PVM), est devenue une décharge à ciel ouvert.

Raymond Desix (au 5^e rang, troisième en partant de la gauche), un chauffeur mécanicien, a suivi le même itinéraire que le maire de Nanterre, Raymond Barbet (au 3^e rang, deuxième à droite, avec une moustache). Envoyés à Roland-Garros, les deux hommes sont ensuite passés par Baillet-en-France (95), puis la ferme Saint-Benoît (78), avant d'être expédiés dans les Alpes casser des cailloux pour la construction d'une route.



Le fort de Vaujours a été aménagé, le 19 décembre 1939, en camp d'internement pour les repris de justice et les gens sans avec mobilisables. Il a aussi accueilli, de 1951 à 1997, le Commissariat à l'énergie atomique.



Baillet-en-France (Val-d'Oise). Avant d'y être internés de force, en décembre 1939, syndicalistes et militants communistes venaient passer leurs vacances au château. L'URSS avait offert ces statues en 1936 à l'union syndicale des ouvriers métallurgistes.

■ Des centaines d'internés sous les tribunes de Roland-Garros

La célèbre enceinte parisienne n'a pas toujours été l'endroit où il fallait absolument être vu, lunettes sur le nez. Et surtout pas à l'hiver 1939. Reconstituée en ciment entre 1930 et 1933 après l'inauguration, en mai 1928, d'une première version construite en bois, l'enceinte, comme le stade du Manoir à Colombes (Hauts-de-Seine), accueille alors l'ensemble des indésirables arrêtés dans les rues de la capitale et en petite couronne. « On ne sait pas grand-chose de son fonctionnement, regrette Thierry Marchand. Juste qu'il servait de centre de triage des indésirables français et étrangers. C'est notamment là qu'on séparait les internés politiques des petits malfrats et repris de justice. Les indésirables y étaient retenus quelques jours avant leur envoi vers d'autres camps, en périphérie de la capitale ou en régions. » L'historien cite notamment le romancier hongrois Ar-

thur Koestler, expédié à Roland-Garros avant son envoi au camp du fort de Vaujours, la batterie de l'Yvette (Essonne) n'a été transformée en centre de séjour que le 1^{er} mars 1940. Une trentaine d'individus seront ainsi placés dans cette annexe du fort de Palaiseau. Aujourd'hui, l'endroit n'a pas tout à fait dit adieu à son passé militaire. Il abrite une partie de l'École nationale supérieure de technique avancée qui, en ligne héritière de l'école des ingénieurs constructeurs de vaisseaux royaux, forme les cerveaux de l'armement. ■

■ La batterie de l'Yvette transformée en mars 1940

DL.

Le gouvernement de l'époque visait les élus et militants communistes mais aussi les syndicalistes qu'il tenait à éloigner des usines qui participaient à l'effort de guerre

THIERRY MARCHAND

